

Rapport de synthèse de haut niveau pour l'année 2020
Synthèse de la progression en vue de l'atteinte des objectifs du PIP2 (2020-2021)
Rapport sur les résultats stratégiques

Synthèse générale de la progression en vue de l'obtention des résultats stratégiques du PIP2 (2020-2021)

- i. Objectifs stratégiques globaux
 - 29 % atteint
 - 67 % en cours de réalisation
 - 4 % zéro avancée
- ii. Objectifs régionaux
 - 25 % atteint
 - 69 % en cours de réalisation
 - 6 % zéro avancée
- iii. Objectifs organisationnels
 - 33 % atteint
 - 63 % en cours de réalisation
 - 4 % zéro avancée

Progrès dans la gestion des thèmes transversaux : innovation, égalité femmes-hommes, gestion des risques ?

Encourager l'innovation

- i. Innovation et flexibilité lors de la prestation des services aux Membres pendant la pandémie de COVID-19.
 - Les webinaires ont pu compter sur une bonne participation dans la région, ce qui a conforté le PROE dans son engagement à s'attaquer aux problèmes environnementaux cruciaux même au beau milieu d'une pandémie. Plusieurs webinaires ont été organisés en 2020, d'autres le seront en 2021.
 - La plateforme d'apprentissage Moodle, installée au Centre océanien sur les changements climatiques, a fourni une occasion d'apprentissage en ligne ; des formations ont été organisées par la JICA. Cela a permis de poursuivre le renforcement des capacités dans les différents pays, malgré les restrictions de déplacement imposées par la pandémie.
 - Un Système d'alerte rapide à l'échelon local a été mis en place dans le cadre du projet CREWS, en étroite collaboration, entre autres, avec les ONG et les groupes de jeunes (tels que la Brigade niouéenne des jeunes filles et jeunes garçons).
 - Les plateformes en ligne ont été utilisées avec fruit pour obtenir des résultats positifs pour la 10^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées.
 - Cette Conférence a consolidé les capacités de conservation de la nature dans le Pacifique et a stimulé les connaissances et l'apprentissage.
 - Elle a pu compter sur la participation de plus de 1 800 personnes originaires de plus de 50 pays, dont les pays du Pacifique.
 - Trois centres locaux ont été installés pour suivre la Conférence : un par l'Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée, un par le bureau régional de l'UICN aux Fidji, et un par la Communauté du Pacifique en Nouvelle-Calédonie.
 - Plus de 55 % des personnes participantes étaient des femmes.

- Une formation à l'évaluation de l'impact sur l'environnement a été organisée avec la Division kiribatienne pour l'environnement et la conservation de la nature, en collaboration avec le Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour la protection de l'environnement et du milieu social et la Banque asiatique de développements, tenue en ligne en raison des restrictions de déplacement. Un apprentissage modulaire a été donné via téléconférence, contenant des exercices pratiques devant être faits par les personnes participantes entre les sessions, avec un dialogue régulier et des communications par courriel entre les personnes formées et les formateurs et formatrices. Ces ateliers en ligne ont permis de faire ressortir des lacunes dans la réglementation kiribatienne en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement, qui ont suscité une révision par les autorités et la rédaction d'un projet de loi modifié sur la gestion environnementale, afin d'améliorer l'application de l'évaluation de l'impact sur l'environnement à Kiribati.
- Des ateliers virtuels de renforcement des capacités et des formations en ligne sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement et sur l'évaluation stratégique environnementale ont été organisés en collaboration avec la Banque mondiale. Il s'agissait d'une bonne occasion pour amorcer les discussions avec les personnes participantes en vue de renforcer les interactions entre les parties prenantes et les populations isolées pendant les restrictions de déplacement. Ces ateliers ont recouru à une fonction de messagerie pour les questions-réponses, en plus d'appels vidéo, dont un vote en temps réel et des quizz pour 40 modules, avec plus de 200 personnes participantes travaillant dans les ministères en charge des infrastructures, de la planification stratégique et des finances, du secteur privé et de la gestion de projets, ainsi que des spécialistes, des régulateurs et régulatrices du public, et d'autres importants acteurs.
- ii. Une suite de données librement accessibles a été élaborée par le projet « Inform », et mise à la disposition de tous les États et territoires insulaires océaniques via le réseau de portails du Portail dédié à l'environnement du Pacifique ; ceci a encouragé l'emploi des systèmes d'information géographique dans la planification, l'octroi de permis et la rédaction de comptes rendus.
- iii. Des webinaires ont été organisés par le PROE au fil de cinq semaines, dont la 2^e réunion du Conseil exécutif qui s'est déroulée de façon hybride. Ces webinaires ont été mis en ligne sur YouTube, catalogués et diffusés sur les réseaux sociaux pour les rendre plus faciles à trouver. Ceci a accru la visibilité du PROE, tout en œuvrant de façon stratégique dans le cadre de nos ressources limitées et du contexte difficile.
- iv. Un portail de paiement en ligne a été élaboré pour permettre l'inscription à la Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et la gestion du stand d'exposition en ligne du PROE lors de cette conférence.
- v. Reconception et renforcement du rôle du PROE en tant qu'entité d'exécution pour le FVC et le FA.
- vi. Mise en œuvre du nouveau Système de gestion environnementale et sociale du PROE, qui a permis d'améliorer la conception et la mise en œuvre de projets, et de rendre compte de façon plus efficace aux bailleurs.
- vii. Première restructuration complète, début 2020, d'un projet (renforcement de la composante « résilience face aux changements climatiques » pour les îles vulnérables du projet des États fédérés de Micronésie) en tant qu'entité d'exécution.

- viii. Stratégie inaugurale en matière de ressources humaines en une seule page, approuvée et mise en opération. Une étape importante, qui représente une première pour le PROE depuis sa fondation. Une stratégie tirée par le Directeur général, avec une approche de mise en œuvre visant à une appropriation de la stratégie par toutes et tous.

Intégration de la problématique hommes-femmes

- i. Le programme Résilience face aux changements climatiques a appuyé l'inclusion de la problématique hommes-femmes pour les projets financés par l'UE et par l'Australie. Ses initiatives de renforcement des capacités ont établi des profils de femmes dans les divisions météorologie, savoirs traditionnels, action précoce, et autres. Une nouvelle orientation visant encourager la coalition des jeunes femmes dans la division météo. Un plus grand nombre de directrices de la météo féminines ont participé à la procédure de consultance (FP, NC, NI, PL). Dans leur mise en œuvre et dans leurs plans de travail nationaux, les activités de résilience face aux changements climatiques ont envisagé le regroupement des femmes, des hommes, des jeunes et des personnes handicapées en fonction du genre. Des formations à l'intégration des questions liées au genre ont été conçues et organisées pour favoriser l'intégration des politiques et des pratiques associées à la problématique hommes-femmes.
- ii. 70 % des personnes participantes à cette formation en ligne étaient des femmes. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé après la formation, auquel 200 personnes ont répondu parmi celles qui avaient participé à la formation en protection de l'environnement et du milieu social du Partenariat d'apprentissage du Pacifique.
- iii. Les premières directives en matière d'inclusion des questions liées au genre ont été élaborées pour la Stratégie de mobilisation et de communication du Partenariat pour la résilience dans le Pacifique. Ces directives ont été adaptées et appliquées dans les projets exécutés par le PROE en 2021.
- iv. En tant qu'entité d'exécution, le PROE a organisé l'évaluation de l'inclusion sociale et de l'égalité hommes-femmes dans les projets, ce qui a permis d'élaborer deux nouvelles stratégies portant sur l'inclusion des questions liées au genre et de plans d'action à cet égard pour le projet Van KIRAP et pour le projet du Fonds d'adaptation aux États fédérés de Micronésie.
- v. Des données ventilées en fonction du sexe continuent à être employées dans tous les rapports du PROE portant sur les activités de formation.
- vi. L'inclusion de la problématique hommes-femmes a été intégrée dans la Stratégie en matière de ressources humaines et dans le mandat 2020 pour les cinq groupes de résultats.
- vii. Le PROE a activé le Groupe de travail sur l'inclusion et l'intégration de l'égalité hommes-femmes, avec un mandat approuvé. La politique concernant l'égalité des sexes est en train d'être passée en revue, en tenant compte des résultats de la procédure d'inventaire. Le Groupe de travail sur l'inclusion et l'intégration de l'égalité hommes-femmes est représenté dans le Groupe de travail technique du CORP sur la problématique hommes-femmes.

Gestion des risques

- i. La catégorisation des facteurs de risques (du risque faible au risque élevé), ainsi que les actions d'atténuation, ont été intégrées dans les projets de résilience face aux changements climatiques. Par exemple : membres inactif-ves ou faible participation au Conseil consultatif, incapacité à pleinement exécuter un programme de renforcement des capacités en raison des incidences de la pandémie de COVID-19, dépassement des tolérances convenues pour le budget et le plan nécessitant une modification de l'échelle, participation réduite des parties prenantes, manque de communication avec les partenaires externes, non-obtention des fonds pour retenir le personnel et les fonctions du Centre océanien sur les

changements climatiques, incidences de la pandémie de COVID-19 et des restrictions de déplacement (contexte sanitaire, social et culturel).

- ii. Des mesures de sécurité informatique ont été mises en œuvre : test de pilotes d'authentification à plusieurs facteurs, patchs de sécurité système, mise en conformité vis-à-vis de Office365 Security et gestion des menaces, protection des terminaux, sensibilisation aux questions de sécurité (dont l'utilisation de liens internet redondants).
- iii. Au niveau des projets, les risques ont été définis par des plans de gestion environnementale et sociale ou par des plans de gestions des risques associés aux projets. Les risques ont ensuite été contrôlés ou atténués par les entités d'exécution, le PROE jouant le rôle d'auditeur interne supervisant les mesures prises pour en assurer la conformité.
- iv. Les risques associés au cout de l'aide fournie par Oil Spill Response Limited ont été expliqués aux pays insulaires du Pacifique et ont été pris en compte lors de la rédaction des accords de partenariat. Les clauses concernant les cas de force majeure (ex. : incidences de la pandémie de COVID-19) ont été renforcées dans les accords de prestation de services et les mémorandums d'entente.
- v. La gestion des risques a été améliorée par la rédaction du projet de Politique relative à la gestion des risques, par l'évaluation du Manuel de gestion des risques, et par l'adoption du Cadre des risques institutionnels et du Plan de gestion des risques institutionnels du PROE.

Enseignements tirés :

- i. Une présence continue a été assurée dans les pays grâce au recrutement de consultants et consultantes locaux-les qui ont permis de poursuivre la prestation des services et de l'exécution des projets dans les pays Membres.
- ii. La hausse de l'utilisation de plateformes virtuelles pour fournir les services nécessite de la part du PROE qu'il fasse en sorte que les ressources et les capacités soient présentes pour permettre l'organisation des formations, séminaires, ateliers, missions, conférences et autres réunions en ligne, sous la forme de :
 - a. assistance informatique
 - b. connexion stable à Internet
 - c. amélioration des équipements de communication (caméras, hauts-parleurs, trépieds, etc.)
 - d. aide supplémentaire dans les salons de discussion pendant les ateliers en ligne, avec l'emploi de fonctions de messagerie et de votes et quizz (anonymes) pendant les ateliers, avec une plus grande participation pour les personnes tous sexes confondus
 - e. style de présentation novateur pour les modules en ligne
 - f. les sessions de formation peuvent être découpées en blocs de 15 minutes, avec « suffisamment » de temps de pause
 - g. suivre les tendances technologiques avec un accès en temps opportun aux bonnes informations et aux savoirs.
- iii. Améliorer et renforcer l'accessibilité des systèmes en ligne pour améliorer l'accès à distance pour les membres du personnel, quel que soit l'endroit où ils et elles se trouvent.
- iv. Renforcer les systèmes de cybersécurité du PROE et ses pratiques en la matière, en instaurant une culture d'entreprise avertie et sensibilisée aux enjeux de sécurité, notamment en ce qui concerne la protection contre les cyberattaques et autres menaces.

- v. Les concepts soumis par les pays en tant que projets en cours d'élaboration pour le financement de l'action climatique doivent être passés en revue au préalable afin d'en assurer l'acceptabilité.
 - vi. La pandémie de COVID-19 a fait ressortir la faiblesse de la base financière du PROE, ainsi que la nécessité d'évaluer et de renforcer de nouvelles stratégies et approches dynamiques en vue de la consolidation de la résilience et de la flexibilité organisationnelles en ce qui concerne la gestion des fonds, les marchés publics, les audits et les attentes du personnel.
 - vii. La Stratégie en matière de ressources humaines, axée sur les résultats, doit être soutenue et consolidée en lui allouant des ressources spécifiques et suffisantes pour atteindre ses principaux objectifs, notamment en ce qui concerne les questions telles que la rémunération et l'évolution de la grille salariale, la santé, la sécurité, les compétences d'encadrement et le renforcement des capacités. –
-